

Le soutenable et l'insoutenable **Résilience et géostratégie**

Par Jean-Michel VALANTIN *

La notion de « résilience » est aujourd'hui intégrée aux débats portant non seulement sur le développement durable, mais aussi sur les questions de défense et de sécurité. Cela révèle la façon dont les sociétés contemporaines ont pris conscience de leur vulnérabilité depuis la Guerre froide. La compréhension de cette vulnérabilité a évolué avec le contexte géostratégique global, qui est resté pendant longtemps dominé par la dissuasion nucléaire et qui, depuis quelques années, est travaillé par la rencontre entre la fragilité sociétale, la crise des ressources et le changement climatique. Cet enchaînement de situations stratégiques qui mettent en jeu le destin de l'humanité alimente depuis soixante ans la notion de résilience. La configuration actuelle, où les déséquilibres humains se conjuguent à de nouveaux déséquilibres environnementaux, est devenue un enjeu majeur en termes de résilience, en raison des nouvelles tensions, mais aussi des « nouveaux avenir » qui émergent.

L'histoire de la notion de « résilience » est indissociable du contexte géostratégique mondial qui émerge en 1945. Dès le début de la Guerre froide, celle-ci est dominée par la dissuasion nucléaire, cette « guerre suspendue » qui pourrait faire connaître à l'humanité toute entière le sort subi par Hiroshima et Nagasaki. Les interrogations sur la résilience sont dès lors intimement liées la possibilité d'un effondrement rapide et généralisé des sociétés humaines, phénomène unique dans l'histoire, dont le risque s'affirme dès le début des années 1950. La réflexion sur la résilience va dès lors accompagner étroitement l'évolution du contexte stratégique global.

Un nouveau contexte : la menace nucléaire globale

Durant les années 1950, le philosophe Günter Anders s'interroge sur la façon dont il pourrait penser la guerre nucléaire et ses conséquences (1). Sa conclusion radicale est que la seule façon d'y parvenir serait de faire le deuil de l'ensemble des générations à venir, puisqu'un « échange nucléaire » ne pourrait avoir d'autre effet que l'extinction de la vie humaine.

Günter Anders mettait ainsi en évidence l'impossibilité pour la Cité humaine d'entrer en résilience dans certaines situations, à savoir dans le cas de la disparition de tous les

supports sur lesquels le travail de récupération et de reprise d'une société pourrait s'appuyer après une catastrophe d'une telle ampleur. Cette réflexion s'inscrit dans tout le courant de réflexion qu'Hermann Kahn, l'un des « straté-gistes » les plus influents aux États-Unis (qui a inspiré le personnage du « Docteur Folamour »), a accompagné en énonçant la nécessité de « penser l'impensable » afin d'évaluer la capacité des États-Unis à survivre ou non à une guerre nucléaire. Ces penseurs se sont astreints non seulement à tenter de comprendre, d'analyser et de décrire les effets de frappes nucléaires, mais aussi à décrire les conditions de vie dans « le monde d'après ». Or, cette façon d'envisager l'« après » est au centre du débat sur la possibilité ou l'impossibilité d'une continuation de l'existence de l'humanité à un niveau acceptable de qualité et de civilisation.

Le point de bascule de ce débat a certainement été l'article dans lequel Carl Sagan, le célèbre astrophysicien, a, en 1983, développé le concept d'« hiver nucléaire » (2), établissant la façon dont les immenses incendies déclenchés par un échange nucléaire, même limité, projetteraient de telles quantités de cendres et de suies dans l'atmosphère que celles-ci bloqueraient une grande part de l'ensoleillement. Cela entraînerait un effondrement des formes de vies végétales et animales terrestres et maritimes, détruisant ainsi les conditions environnementales



© Thomas J. O'Halloran. Coll. Library of Congress/WIKICOMMONS

« Hermann Kahn, l'un des "stratégistes" les plus influents aux États-Unis, énonce la nécessité de « penser l'impensable » afin d'évaluer la capacité des États-Unis à survivre ou non à une guerre nucléaire ». Photo de Hermann Kahn en 1965.

nécessaires à la vie humaine. Tout ce courant de pensée met en évidence le fait que la guerre nucléaire détruirait non seulement les sociétés humaines, mais aussi les écosystèmes, et ainsi les supports fondamentaux indispensables à toute reprise du développement biologique et sociétal.

Le risque industriel socio-environnemental

Cette interrogation sur les conditions nécessaires à la pérennité des sociétés contemporaines se poursuit, durant la même période, avec les travaux du Club de Rome, qui aboutissent au célèbre rapport *The Limits to Growth*.

Les recherches menées par Dennis Meadows et une équipe multidisciplinaire du MIT font apparaître que le rythme d'extraction des ressources naturelles nécessaires à la croissance de la société industrielle, ainsi que les grandes quantités et variétés de rejets qui en découlent,

ne sont pas soutenables à un horizon au plus de quelques décennies au risque d'un délitement tant environnemental qu'économique, sociétal et démographique. Ces travaux révèlent ainsi que la « croissance » est en train de réduire rapidement les capacités de résilience des sociétés contemporaines et futures.

On réalise alors que ces deux branches de la prospective des années 1970, celle dédiée à la guerre nucléaire et celle dédiée à l'économie et à la société, se rejoignent sur un même diagnostic : la dynamique globale du monde contemporain correspond à une surexploitation des ressources, à une pollution généralisée alliée à une fragilisation du lien social (3), ainsi qu'à une destruction des potentiels géophysiques et biologiques nécessaires à la pérennité et à la capacité de résilience au XXI^e siècle.

Ce sont là des interrogations stratégiques majeures qui, à cette époque, sont posées par les résultats de la recherche aux décideurs, puisqu'elles mettent en cause le

destin de tous les États, en à peine deux ou trois générations.

Le développement durable et la sortie de la Guerre froide

Ce rapport tragique à l'avenir est profondément retravaillé par l'émergence d'un nouveau concept, celui du *sustainable development*, énoncé par les Nations Unies en 1987. Le rapport *Notre avenir à tous* (4) le définit comme « ... un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ».

Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- ✓ le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, auxquels il convient d'accorder la plus grande des priorités ;
- ✓ l'idée de limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose à la capacité de l'environnement à satisfaire à nos besoins actuels et à venir.

Le concept de *sustainable development* définit donc, en réponse au Club de Rome et à la menace nucléaire, les modalités d'une projection réussie de la civilisation humaine dans l'avenir par l'établissement de relations plus équilibrées entre les formes sociales et économiques de développement et la biosphère. Pour ce faire, le rapport Brundtland pose les principes d'une grande stratégie de coopération entre les nations et entre les générations. La finalité en est de renverser l'approche de Günter Anders, celle d'un « deuil des générations à venir », pour, au contraire, assurer une vie de qualité aux humains d'aujourd'hui, comme à leurs descendants.

Dans le violent contexte stratégique dont il émerge, à savoir le basculement du monde qui accompagne la catastrophe de Tchernobyl, la fin de la Guerre froide, cette première grande guerre pour le contrôle des ressources pétrolières qu'a été la guerre du Golfe (5) et la disparition de l'Union Soviétique, le développement durable est en soi une contre-stratégie de réussite de l'avenir. Il est diffusé tel quel, en particulier lors du Sommet de la Terre tenu à Rio-de-Janeiro en 1992. À ce titre, le *sustainable development* propose de nouveaux concepts politiques pour élaborer la notion de supports nécessaires à la projection de l'humanité dans l'avenir.

L'apparition de cette famille de concepts qui interrogent la façon dont l'humanité peut maintenir une relation équilibrée avec le milieu planétaire, rend aussi possible la compréhension de nouveaux risques socio-environnementaux. Ces concepts permettent d'appréhender la dialectique entre la complexité croissante de la civilisation planétaire et les bouleversements géophysiques et biologiques en cours, dont l'érosion rapide de la biodiversité, l'épuisement des sols, la crise de l'énergie et celle du climat. La convergence de ces crises est d'ailleurs concomitante de l'entrée dans une nouvelle ère géologique, que de nombreux géophysiciens qualifient d'*anthropocène* (6),

l'humanité étant devenue la principale force géologique sur la planète. C'est cette « méta-crise » qui sous-tend la version contemporaine du concept de résilience.

La puissance en est telle qu'aux États-Unis, les organisations en charge de la sécurité et de la Défense, comme le *Department of Homeland security* et le Pentagone, se le sont appropriées en particulier après des événements majeurs comme la destruction de la Nouvelle Orléans par l'ouragan Katrina. Cependant, la conjonction du changement climatique et de la crise généralisée des ressources et de la biodiversité fait désormais système avec l'accélération sans équivalent historique de l'accroissement de la population humaine et de son urbanisation.

Sont ainsi créés de nouveaux systèmes d'enjeux et de tensions à l'échelle planétaire. Les conflits autour des terres rares entre la Chine, le Japon et les États-Unis, la déstabilisation environnementale et géopolitique de l'Arctique, l'explosion de la piraterie somalienne comme réponse à la catastrophe politico-environnementale que ce pays connaît depuis trente ans, la multiplication des effets déstabilisateurs du changement climatique et la crise mondiale de l'eau potable sont autant de signaux et de facteurs de l'entrée de notre monde dans une configuration stratégique très particulière, celle de la « longue urgence » (7).

Cette situation globale met à l'épreuve la notion de résilience de façon inattendue. En effet, implicitement, cette notion implique une « sortie de crise », pour la personne, le collectif ou la région concernés, qui se traduit par la reprise, souvent sous des formes renouvelées ou modifiées, de leurs modes de développement. Or, la crise globale que connaît la civilisation humaine dans son rapport à elle-même et à ses conditions de vie planétaire n'en est qu'à ses débuts : il est fort à craindre que le changement climatique ne s'aggrave dans les années et les décennies à venir, de même que l'acidification de l'océan et la hausse de son niveau, et que l'extraction des ressources ne parvienne à un plateau alors que les besoins humains vont augmenter, tandis que les grandes infrastructures sont partout atteintes par l'usure et les coûts liés à leur entretien.

Se pose alors une question majeure : comment les collectivités humaines vont-elles pouvoir entrer en résilience à la suite de chocs en série se répétant indéfiniment, présentant un caractère systémique et impactant les structures sociales, économiques et politiques, et dont seuls l'intensité et le rythme varieront ? Cette interrogation commence déjà à s'imposer, entre autres, aux deux extrêmes du spectre des inégalités sociales, géographiques et politiques que sont le Bangladesh et les États-Unis.

Le Bangladesh, qui compte près de 151 millions d'habitants, est largement constitué de plaines inondables se situant au niveau de la mer. Sa population, une des plus pauvres au monde, subit de plein fouet la multiplication des tempêtes et des inondations à de très larges échelles, qui touchent directement des millions voire même des dizaines de millions de personnes. Cette situation, qui s'aggrave d'année en année, est un facteur majeur de



© Shehzad Noorani/STILL PICTURES-BIOSPHOTO

« Il est difficile d'envisager comment la rencontre toujours plus intense et complexe entre le changement climatique et la terrible pauvreté du Bangladesh pourrait ne pas avoir des conséquences toujours plus graves ». Hommes s'efforçant de renforcer une digue avec des sacs de sable au Bangladesh, septembre 1998.

l'exode rural, de la radicalisation politique des populations urbaines dont la précarité empire et des flux migratoires, en particulier vers l'Inde. Dans le même temps, l'État indien est d'ailleurs en train d'achever l'édification d'une gigantesque barrière (de 4 000 kilomètres) tout au long de ses frontières terrestres avec le Bangladesh. En raison de ces conditions, il est difficile d'envisager comment la rencontre toujours plus intense et complexe entre le changement climatique et la terrible pauvreté de ce pays pourrait ne pas avoir des conséquences toujours plus graves. La capacité de résilience collective du Bangladesh se réduit ainsi de façon dramatique. Se pose alors la question de ces dizaines de millions de réfugiés climatiques, dont la masse pourrait avoir des effets stratégiques très déstabilisateurs pour l'ensemble du sous-continent indien.

À l'opposé, l'appareil de défense et de sécurité nationale américain s'approprie les principes du développement durable (8) afin, en particulier, de s'adapter aux changements socio-environnementaux planétaires, pour faire entrer le *leadership* US en état de « résilience permanente », constituant une réponse stratégique à l'entrée dans l'ère de la « longue urgence ». C'est ainsi que l'armée américaine, les grandes agences de renseignement, les *thinks tanks* et les nombreux réseaux de pouvoir américains en arrivent à concevoir le développement durable comme le nouveau moyen de la dominance stratégique des États-Unis.

Ce croisement de la question de la dominance et du développement durable trouve aussi une nouvelle acception en Chine, dont le développement est devenu la clé de l'économie mondiale, mais dont le rapport aux ressources et les émissions de polluants de toutes natures atteignent déjà un point critique. Le développement durable est compris par les responsables politiques chinois comme un moyen d'injecter des démarches de résilience dans les processus mêmes de l'expansion économique, sociétale et urbaine de leur immense pays.

Vers d'autres supports de résilience

Cependant, les capacités de résilience, aux différentes échelles des sociétés, risquent d'être insuffisantes pour compenser et/ou enrayer les risques globaux induits par les dynamiques socio-environnementales actuellement engagées (9). Ce genre de constat pourrait aisément amener à penser qu'à court ou moyen terme, l'humanité serait condamnée à vivre dans un monde où le contrôle social et les tensions stratégiques se radicaliseraient en raison de l'inadéquation entre l'industrialo-consumérisme et la raréfaction des ressources fondamentales, comme l'énergie, l'eau et de nombreux minéraux, et le changement climatique.

Mais une autre voie commence à apparaître, une voie inattendue mais aux immenses possibilités, celle d'une

nouvelle révolution industrielle et sociétale fondée sur une mise en valeur, enfin responsable, de l'océan mondial (10).

Alors que la surpêche, l'acidification, la pollution et le réchauffement menacent les océans, de nouvelles filières énergétiques, alimentaires et sanitaires apparaissent en lien avec l'océan.

En effet, l'océan, qui recouvre 70 % du globe, peut être le support d'un autre développement de l'humanité fondé politiquement sur de nouvelles formes de coopération transcendant les différents conflits existants et permettant de concevoir un « vivre ensemble » terrestre, compris en fonction de ce milieu naturel essentiel.

La gestion responsable de la tranche d'eau, de la vie marine comme des fonds sous-marins, peut faire bifurquer l'histoire humaine et la sortir ainsi de la voie de la longue urgence.

Si l'océan devenait un authentique « Bien public mondial », la conjugaison de ce potentiel et de cette nouvelle approche politique inclusive globale rendrait possible bien autre chose qu'une simple résilience globale, à savoir l'adoption de la première « stratégie globale de développement durable ».

Notes

* Docteur en études stratégiques, spécialiste de Géostratégie environnementale.

(1) ANDERS (Günter), *Hiroshima est partout*, Paris, Seuil, 2008.

(2) SAGAN (Carl), *Nuclear war and climatic catastrophe: some policy implications*, in *Foreign affairs*, winter 1983-1984.

(3) BECK (Ulrich), *La société du risque*, Paris, Flammarion, 2001.

(4) *Notre avenir à tous*.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf

(5) KLARE (Michael), *Blood and oil, the dangers and consequences of America's growing petroleum dependency*, New York, Penguin, 2005.

(6) LORIOUS (Claude) & CARPENTIER (Laurent), *Voyage dans l'anthropocène, cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*, Arles, Actes Sud, 2010.

(7) KUNSTLER (James Howard), *The Long Emergency, Surviving the Converging Catastrophes of the Twenty-First Century*, Londres, Atlantic Books, 2005.

(8) VALANTIN (Jean-Michel), *Guerre et Nature, l'Amérique se prépare à la guerre du climat*, Paris, Prisma Media, 2013.

(9) HOMER-DIXON (Thomas), *The Upside of Down, Catastrophe, Creativity and the Renewal of Civilization*, Londres, Souvenir Press, 2007.

(10) JACQUET (Pierre), PACHAURI (Rajendra) & TUBIANA (Laurence), *Regards sur la Terre 2011 : Océans, la nouvelle frontière*, Paris, Armand Colin, 2011.